

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 22 Septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES MOUSSET SA

Les Lombardières
STE FLORENCE
85140 Essarts en Bocage

Références : 2023-0641

Code AIOT : 0006300834

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2023 dans l'établissement CARRIERES MOUSSET SA implanté Les Lombardières STE FLORENCE 85140 Essarts en Bocage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES MOUSSET SA
- Les Lombardières STE FLORENCE 85140 Essarts en Bocage
- Code AIOT : 0006300834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par l'arrêté n° 04-DRCLE-1-274 du 27 mai 2004 pour 30 ans dont les prescriptions ont été complétées par APC n°21-DRACTAJ-1-599 du 29 octobre 2021. La superficie totale autorisée de la carrière est d'environ 84 ha pour un tonnage maximum autorisé de 2 000 000 tonnes/an. Le gisement est exploité à l'explosif après pompage des eaux d'exhaure. Les installations de traitement présentes sur site ont une puissance totale de 3 030 kW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- poussières
- rejets dans le milieu naturel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37 - §1 et 2pp	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Conditions générales de l'autorisation /plan	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 2.10	/	Sans objet
4	Rejet d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 4.3-a	/	Sans objet
6	Rejet d'eau dans le milieu naturel (quantités rejetées et pompées)	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 4.3-b § 5-6	/	Sans objet
7	prélèvement et usage de l'eau en période de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 12/07/2023, article 1	/	Sans objet
8	mesures de restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 (I - II -III)	/	Sans objet
9	Hauteur des stocks de matériaux	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 3.2 § 5 -tiret n°5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi des retombées de poussières - Comparaison à la valeur limite	Arrêté Ministériel du 20/09/1994, article 19.7 - §3	/	Sans objet
5	Rejet d'eau dans le milieu naturel (eaux d'exhaure)	Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 4.3-b-§1à4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les rejets d'eau dans le milieu naturel, le schéma de circuit général des eaux ne permet pas d'identifier clairement le secteur du fond de fosse de carrière. Les différents volumes d'eau prélevés et pompés au sein du réseau sur le site doivent être mieux appréhendés et identifiés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des retombées de poussières - Comparaison à la valeur limite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/1994, article 19.7 - §3
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des retombées des poussières - comparaison à la valeur limite
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.
Constats : Rappel du constat de la visite du 05 juillet 2022 : il avait été constaté que la comparaison à la valeur « objectif » des 500 mg/m ² /jour est réalisée en année civile et non en moyenne annuelle glissante comme prescrit par l'arrêté ministériel. En août 2022, l'exploitant a transmis un tableau de comparaison de la valeur objectif des 500 mg/m ² /jour qui doit être mis à jour après chaque campagne de mesures pour pouvoir comparer les valeurs en moyenne annuelle glissante. Intégré au rapport du bureau d'études, le tableau a bien été complété et mis à jour pour les campagnes de mesures de novembre/décembre 2022 et mai/juin 2023. Le constat est levé. Constat de la visite du 05 septembre 2023 : Pour les campagnes de mesures menées en nov/décembre 2022 et mai/juin 2023, la moyenne glissante est en dessous des seuils réglementaire de 500 mg/m ² /jour pour toutes les jauges. A noter que pour la période novembre/décembre 2022, la jauge témoin n°10 n'a pu être utilisée car renversée. Cette campagne a été réalisée sur 23 jours (car les 7 jours suivants, l'exploitation était fermée), la seconde de mai/juin 2023 s'est déroulée sur 30 jours. Pour les deux campagnes, les vents dominants étaient orientés N/NE, orientation contraire aux vents dominants indiqués dans le plan de surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37 - §1 et 2pp
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des poussières sur l'installation de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en oeuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières. Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en oeuvre de manière à limiter l'émission de poussières.
Constats : Rappel du constat de la visite du 05 juillet 2022 : Il a été constaté des envols de poussières au droit de la toiture des installations. L'inspection a demandé à l'exploitant de procéder au contrôle du bardage et le cas échéant de procéder à un plan d'action et d'en informer l'inspection. Pour répondre à ce constat, l'exploitant a proposé la planification d'un audit complémentaire. Constat de la visite du 05 septembre 2023 : Avant la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a remis à l'inspection le registre de contrôle des dispositifs de réduction de l'empoussiérage, indiquant qu'au 15 mars 2023, plusieurs contrôles ont été effectués et que des actions correctives ont été apportées : <ul style="list-style-type: none">- remise en état du système d'arrosage dans la trémie primaire du concasseur du poste 1,- consignes données aux équipes concernant le réglage du système de pulvérisation d'eau en tête du tapis T1,- extraction récurrente du système (manches, bavettes, dépressions créées) concernant le système de dépoussiérage des broyeurs du poste 3,- réparation faite sur le système de pulvérisation d'eau en tête du tapis « banane » d'alimentation des trémies de lavage (pression, buses),

- consignes données aux équipes sur la fermeture complète des portes d'accès dans le bardage (broyeuses et cribleurs),
- réparation de la tôle concernant le bardage du poste 3bis.

L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'un audit relatif aux émissions de poussières sur les installations est réalisé avant la période estivale intégrant le contrôle et la maintenance des pièces.

L'exploitant a précisé que les consignes relatives à la gestion des poussières au quotidien sont données verbalement en fonction de la situation et des constats directement visualisés sur site.

L'exploitant a expliqué que des mises en surpression de certaines zones de l'installation peuvent être à l'origine d'envols de poussières et que des actions d'identification sont actuellement menées pour protéger les opérateurs à l'intérieur de l'installation et à terme pour mieux connaître la propagation des poussières au sein de l'installation et limiter plus globalement les émissions vers l'environnement.

Lors de la visite, l'installation ne fonctionnait pas suite à la panne d'un moteur au droit du concasseur primaire. Il est également constaté que la tôle du bardage du poste 3bis a bien été réparée.

L'inspection relève la présence de nombreux amas de poussières sur la structure du bardage qui indiquent que des envols importants persistent toujours au droit des installations. Au vu de ce constat, l'inspection considère que des actions correctives restent nécessaires pour limiter les émissions de poussières des installations de traitement.

Observations : Même si le suivi réalisé montre des valeurs sur chaque campagne de mesure de retombées de poussières bien inférieures à la valeur "objectif" de 500 mg/m²/j, l'inspection demande à l'exploitant de compléter le registre de contrôle des dispositifs de réduction de l'empoussièrement avec une rubrique supplémentaire permettant de tracer et vérifier l'efficacité de l'action corrective prise.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions générales de l'autorisation /plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 2.10

Thème(s) : Risques chroniques, plan

Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

Prescription contrôlée:

Un plan à une échelle adaptée à la superficie autorisée doit être en permanence disponible au siège de l'entreprise. Il doit indiquer les limites du périmètre autorisé, l'emplacement des bornes, les abords dans un rayon de 50 mètres, les parois et fronts de taille, les cartes des différents niveaux d'exploitation définies au niveau NGF, les zones de remise en état. Ce plan doit être mis à jour tous les ans.

Constats : Avant la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan topographique actualisé au 30 novembre 2022.

Ce plan n'est pas complet et peu lisible au vu du grand nombre de points cotés indiqués.

Les bornes et les cotes de zones de stockage ne sont pas indiquées sur le plan. La légende n'est pas complète et ne permet pas notamment pas de distinguer les fronts de taille en exploitation des autres fronts de taille.

L'exploitant ne respecte pas cette prescription. Au vu de ce constat, il est demandé à l'exploitant de compléter, modifier le plan et le transmettre à l'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Rejet d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 4.3-a

Thème(s) : Risques chroniques, 4.3-a eaux de procédé

Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

Prescription contrôlée:

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux est prévu.

Constats : Afin de mieux appréhender la gestion globale des eaux sur le site, avant la visite et à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis le schéma de circuit général de l'eau mis à jour en avril 2022.

<p>Ce schéma n'est pas à jour sur certains points (pompe radeau au niveau de la réserve d'eau sur l'étage 5, déconnexion de la réserve d'eau de l'étage 5 avec la réserve d'eau S4800, connexion entre la réserve en terre et la réserve d'eau S4800,...). Tous les compteurs (notamment ceux du by-pass) n'apparaissent pas sur le schéma ou dans la légende.</p> <p>Les usages des eaux ne sont pas bien identifiés concernant la réserve d'eau S4800 et la cuve jaune.</p> <p>Le dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux n'apparaît pas dans le schéma.</p> <p>Le schéma ne permet pas d'identifier clairement le secteur du fond de carrière, localisée au niveau de la pompe à l'étage 7, ni le réseau des eaux qui descendent de la réserve d'eau du niveau 5 vers le niveau 7.</p> <p>Aucun plan de réseau n'accompagne ce document.</p> <p>Au vu du manque d'information sur ce schéma, permettant la bonne compréhension de la gestion des eaux, l'inspection considère qu'il ne lui est pas possible de conclure sur le respect de ce point de contrôle.</p> <p>Observations : L'inspection demande à l'exploitant d'actualiser le schéma du circuit général des eaux en tenant compte de la réalité du terrain, des remarques formulées ci-dessus et d'en améliorer sa lisibilité en complétant la légende.</p> <p>Le schéma tiendra compte également de la nouvelle configuration prévue concernant le circuit fermé du réseau de process.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer qu'en cas de pollution, cette dernière puisse être contenue au maximum. Les dispositifs de coupures doivent figurer sur le schéma.</p> <p>L'exploitant mettra également à disposition de l'inspection un plan simplifié du réseau d'eau permettant de localiser les points de prélèvements, de pompage et de rejets des eaux présenté dans le schéma.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 5 : Rejet d'eau dans le milieu naturel (eaux d'exhaure)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 4.3-b-§1à4
Thème(s) : Risques chroniques, 4.3-b eaux d'exhaure, eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Toutes les eaux d'exhaure et de pluie provenant des différents carreaux de la carrière, aires de ruissellement et fossés internes, sont drainés vers une série de bassins aménagés dans le fond de l'excavation (deux derniers niveaux). Les eaux décantées servent à faire l'appoint du besoin en eau pour le lavage des matériaux et les besoins d'arrosage spécifiques.</p> <p>En cas de pluviométrie importante, le surplus des eaux ainsi stockées est envoyé pour décantation complémentaire avant rejet, vers une série de bassins aménagés à l'est de la RN 160 sur les parcelles cadastrées ZT1,2 et 45 pp. Le dernier bassin dispose d'une canalisation de rejet vers le ruisseau « le Douet ».</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans ce milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le débit maximum de rejet est inférieur à 200 m³/h - le PH est compris entre 5,5 et 8,5 - la température est inférieure à 30° - les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35mg/l (norme NFT 90 105) - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114) - la modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures : en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>[...]</p> <p>Un contrôle annuel de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel est effectué par l'exploitant avec envoi d'un prélèvement pour analyse par un laboratoire agréé.</p> <p>Constats : Avant la visite, à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats d'analyse des paramètres pour les années 2021 et 2022. Les résultats des analyses pour 2023 ont été vus par l'inspection lors de la visite. Aucun dépassement n'est constaté.</p> <p>L'exploitant respecte cette prescription.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Rejet d'eau dans le milieu naturel (quantités rejetées et pompées)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 4.3-b § 5-6
Thème(s) : Risques chroniques, 4.3-b eaux d'exhaure, eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Le rejet s'effectue en un seul émissaire. Cet émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Les quantités d'eaux d'exhaure et de pluie pompées pour envoi en décantation sont mesurées par l'utilisation d'une pompe à débit taré équipée d'un compteur horaire totalisateur ou tout dispositif équivalent. Les quantités d'eau rejetées au ruisseau « le Douet » à partir du dernier bassin sont mesurées par un système de comptabilisation approprié. L'exploitant relève chaque mois les volumes pompés et consigne les valeurs sur un registre spécifique tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant a installé un canal de comptage en mai 2022 en fonctionnement en sortie de circuit (après les bassins de décantation) permettant ainsi de suivre mensuellement les volumes d'eau rejetés. Lors de visite, l'inspection a constaté la présence du canal qui n'était pas fonctionnement (suite à la pollution liée à l'accident du travail survenu le 17 juillet 2023). Avant la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection le registre sur les quantités d'eau rejetées pour les mois des années 2022 et 2023. Les valeurs mensuelles et cumulées sont consignées. Pour 2022, le volume d'eau rejeté est de 219 264 m ³ en cumul annuel. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les données relatives aux quantités d'eaux d'exhaure et de pluie pompées au sein de l'excavation pour les années 2022 et 2023. Au vu des échanges sur site, le compteur horaire est positionné sur le bassin du front 5 qui reçoit plusieurs réseaux d'eau (notamment retour des eaux de l'installation,...). Aussi, il n'est pas représentatif des eaux pompées en fond de carrière. La pompe du front n°7 (en fond de carrière) n'est pas équipée d'un dispositif totalisateur. Il a bien été noté que le bassin du front 7 reçoit également le trop plein du bassin n°5 dans des quantités inconnues. Au vu du manque d'information sur ce schéma, l'inspection considère qu'il ne lui est pas possible de conclure sur le respect de ce point de contrôle.
Observations : Au vu des constats réalisés sur site, la connaissance des différents volumes mis en jeu au sein des réseaux sur le site doit être mieux appréhendée via la mise en place notamment des dispositifs de mesure (volumcompteur, compteur horaire,...). La mise en place de ces dispositifs doit figurer sur les plans/schémas, objets du point de contrôle n°4. L'exploitant doit indiquer à l'inspection les actions qu'il compte mettre en place afin de mieux connaître les volumes d'eau en jeu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prélèvement et usage de l'eau en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, mesures de limitation des prélèvements dans les eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'arrêté préfectoral du 12 juillet limitant ou interdisant provisoirement les prélèvements et les usages de l'eau dans le bassin versant du marais poitevin en Vendée, l'évolution des débits et des niveaux d'eau des cours d'eau aux points de référence établit le niveau de restriction d'alerte renforcée à partir du 17 juillet 2023 sur la zone d'alerte MP 10 sur le Lay superficiel. Dans son annexe 1, l'arrêté prescrit les mesures de limitation applicables par type d'usages et par niveau de restriction : - dès le passage en seuil d'alerte, les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eau polluées sont reportées (ex d'opération de grand nettoyage) sauf démonstration d'une impossibilité technique comme par exemple un impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique (...) - en cas de prélèvements d'eau, les exploitants des ICPE soumis à autorisation ou enregistrement relèvent le volume journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /jour, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre, éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : L'exploitant indique ne pas savoir si les eaux d'exhaure prélevées pour son exploitation sont prélevées dans la zone d'alerte MP 10 qui intéresse le Lay superficiel non réalimenté et pour laquelle est appliquée le niveau de restriction d'alerte renforcée. De ce fait, l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si les prescriptions de l'arrêté du 12 juillet 2023 s'appliquent à son exploitation.

Au vu du manque d'information, l'inspection considère qu'il ne lui est pas possible de conclure sur le respect de ce point de contrôle.

L'exploitant doit démontrer que les prélèvements d'eau d'exhaure sont déconnectés vis à vis de la nappe d'accompagnement du cours d'eau ou des eaux superficielles en période d'étiage.

Si, à l'issue de cette démonstration, il n'est pas démontré la déconnexion des installations, l'exploitant devra respecter les prescriptions réglementaires qui s'appliquent à l'arrêté de restriction en vigueur.

Une étude hydrogéologique permettrait de répondre à ces points. Par ailleurs, cette étude permettrait également d'avoir les justificatifs adéquats pour les articles 2 et suivants de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesures de restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 (I - II -III)

Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement d'eau total annuel

Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

Prescription contrôlée:

L'AM du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique aux ICPE soumises à autorisation ou enregistrement et dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m³.

II. - Au sens du présent arrêté, on entend par :

- prélèvement d'eau : les prélèvements, en mètres cubes par jour, effectués dans le réseau d'adduction (eau potable), éventuellement dans d'autres réseaux et dans le milieu naturel (eaux superficielles ou eaux souterraines), à l'exclusion des prélèvements en milieu marin, de la récupération d'eau de pluie en vue de sa réutilisation selon les dispositions de l'arrêté du 21 août 2008 susvisé et de l'eau issue des matières premières ;

- consommation d'eau : le volume d'eau prélevé, tel que défini ci-dessus, duquel est soustrait le volume en mètres cubes par jour rejeté, directement ou indirectement, dans la même masse d'eau. Pour le présent arrêté, le prélèvement dans le réseau d'adduction (eau potable) n'est pas considéré comme étant effectué dans la même masse d'eau que le rejet. Dans le cas où, au sein d'une même masse d'eau, le volume rejeté est supérieur au prélèvement d'eau, la consommation d'eau est considérée comme nulle ;

- eaux de processus recyclées : eaux qui ont été utilisées au cours d'une étape du processus industriel d'une installation, collectées directement après cette étape pour une réutilisation dans le processus industriel de cette même installation, avec ou sans nécessité d'un traitement préalable ;

- eaux issues des matières premières : eaux étant à l'origine un constituant d'une matière première, qui en ont été extraites au cours d'une étape du processus industriel d'une installation, pour être réutilisées au cours du processus industriel de cette même installation, avec ou sans nécessité d'un traitement préalable ;

- eaux réutilisées : désignent les eaux issues des matières premières, les eaux de processus recyclées et les eaux usées traitées recyclées ;

- eaux usées : l'ensemble des effluents et autres rejets liquides générés par une installation mentionnée au I. Elles sont notamment constituées des eaux issues du processus industriel du site, des opérations de nettoyage des locaux et des équipements, ainsi que des rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées ;

- eaux usées traitées recyclées : les eaux usées issues d'une installation impropres à la consommation humaine, traitées en vue de leur réutilisation au sein de cette même installation ;

- masse d'eau : une partie distincte et significative d'eau superficielle ou souterraine, d'origine naturelle ou artificielle, à laquelle est associée un classement selon les dispositions de l'arrêté du 12 janvier 2010 susvisé ;

- matière première d'origine agricole périssable : toute matière première d'origine agricole qui peut devenir dangereuse, notamment du fait de son instabilité microbiologique, lorsque la température de conservation n'est pas maîtrisée ;

- période de sécheresse : période durant laquelle est applicable un arrêté de restriction instaurant un niveau de gravité (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) mentionné à l'article R. 211-66 du code de l'environnement à l'échelle d'une zone d'alerte telle que définie à l'article R. 211-67 du code de l'environnement.

III. - Le présent arrêté s'applique sans préjudice des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.

Constats : L'exploitant a transmis le formulaire complété le 07 juillet 2023 à la DREAL. Il a indiqué prélever un volume d'eau annuel inférieur à 10 000 m³ et donc ne pas être soumis à l'AM du 30 juin 2023.

Le registre relatif aux quantités d'eau rejetées pour l'année 2022 indique un total de 219 264 m³.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs relatifs à un prélèvement annuel inférieur à 10 000 m³.

En l'absence de justificatif, l'inspection considère que la déclaration réalisée par l'exploitant n'est pas conforme et que le prélèvement est supérieur à 10 000 m³.

Observations : L'exploitant doit justifier que le prélèvement d'eau total ne dépasse pas 10 000 m³/an et le cas échéant, il devra respecter les prescriptions réglementaires s'appliquant à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (article 2 et suivants de l'arrêté).

Une note d'application du 5 juillet 2023 de cet arrêté est disponible sur le site du ministère.

L'arrêté ministériel n'exclut pas les carrières de la mise en application de cet arrêté.

Les justificatifs et calculs sont à transmettre à l'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Hauteur des stocks de matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2004, article 3.2 § 5 -tiret n°5

Thème(s) : Risques chroniques, hauteur des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet

Prescription contrôlée:

- la hauteur maximum des tas de matériaux présents sur le site est de 12 mètres. [...]

Constats : La hauteur des stocks de matériaux présents en limite Ouest de la fosse semble importante.

En l'absence de cote au droit des stockages sur le plan présenté (cf point de contrôle n°3), l'inspection n'a été en mesure de conclure sur le respect de cette prescription.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet